Les héritiers BONGARS et leurs habitations à Saint Domingue *Bernadette Rossignol (juin 2025)*

Les références des actes qui suivent ont été signalés à *Pierre Bardin* par Mme O'Shea.

Messire Alexandre de BONGARS, intendant des colonies, et son épouse Jeanne MAGOULET de MAISONCELLE possédaient à Saint Domingue plusieurs habitations.

Gabriel Debien, qui a étudié deux d'entre elles d'après les Papiers Bongars-Broc conservés à Laval ¹, aurait été heureux de découvrir les documents du Minutier central que nous résumons ici, lui qui avait dit au début des années 1980 à *Pierre Bardin*, qui commençait alors à exploiter ce fonds pour les Antilles : « Vous avez choisi une voie qui n'est pas facile ».

Pierre Bardin a signalé dans GHC 3 documents concernant le couple :

- Contrat de mariage 08/10/1754 (LXXXV/541, GHC 167, janvier 1995, p. 1260)
- Inventaires après décès d'Alexandre de BONGARS 28/08/1787 (LXXIX/280)
- et de sa veuve 18/12/1789 (XXX/509, GHC NS19comp, 3^e trimestre 2015 p. 19)

Le 6 juin 1790 ² le notaire Predicant, qui avait procédé 6 mois plus tôt à l'inventaire après décès de dame Jeanne MAGOULET de MAISONCELLE veuve de messire de BONGARS, enregistre une convention entre les héritiers et la maison Bethman et Desclaux, négociants à Bordeaux et une série de procurations.

A cette date les 4 héritiers, que nous reclassons par année de naissance ³ et non dans l'ordre du document ⁴, sont :

- Adélaïde de BONGARS épouse de Louis Claude René de MORDANT marquis de MASSIAC, capitaine des vaisseaux du roi, chevalier de Saint Louis, demeurant en leur hôtel place des Victoires paroisse Saint Eustache ⁵ ;
- Élisabeth de BONGARS épouse de Charles François LIENARD de BEAUJEU, ancien capitaine de dragons, demeurant rue de la Pépinière, paroisse Saint Philippe du Roule ;
- Alexandre Louis de BONGARS, chevalier, sous-lieutenant d'infanterie, mineur émancipé d'âge, demeurant rue de la Pépinière chez sa sœur ;
- Charles Gabriel de BROC, fils mineur et unique de feu Émilie de BONGARS et Charles Michel marquis de BROC seigneur de Breteau, chevalier de Saint Louis, lieutenant-colonel du régiment Royal Champagne cavalerie, son tuteur naturel, qui a donné procuration (06/02/1790 M^e Herbert, Henin en Artois Pas de Calais,62) à Joseph Dominique PONSSARDIN, licencié ès lois à Paris.

¹ Debien Gabriel, « Histoire de deux plantations à Saint-Domingue, 1781-1829. Papiers Bongars-Broc (1781-1829) » Laval, Revue de la Province du Maine, avril-juin 1968, p. 305-320 ; Notes d'histoire coloniale 114. Aux AD Gironde : Papiers de Bongars, 73 J 102

² MC/ET/XXX/512.

³ Benoît de Maigret, beno1 sur Geneanet.

⁴ Nous donnons leurs noms et titres mais pas les mentions « haut et puissant seigneur » etc.

⁵ C'est le siège du Club Massiac, fondé le 20/08/1789 par Louis Claude René de Mordant.

Généalogie et Histoire de la Caraïbe

Une convention est signée entre les héritiers BONGARS et la maison de commerce Bethman et Desclaux à Bordeaux ⁶, représentée par Pierre Alexandre de SAINT-MARTIN, négociant à Paris rue du Croissant paroisse Saint Eustache (procuration M^e Rideau, Bordeaux, 29/04/1790).

MM Bethman et Desclaux sont créanciers des successions Bongars pour un montant de 241 279 livres pour « avances annuelles et successives sur les produits de leurs habitations à St Domingue ».

A l'ouverture de la succession de M. le Président de BONGARS, la créance n'était plus que de 192 873 livres (compte courant adressé à M. de Bongars le 28/07/1787). Ils ont continué à faire les avances nécessaires à Mme la Présidente de Bongars ; au 25/07/1789, déduction faite de la vente des denrées envoyées de Saint Domingue, la créance s'élevait à 226 512 livres.

Suit tout le détail des sommes avancées, avec leurs intérêts.

Il faut donc adopter un plan pour réduire graduellement la créance, tout en assurant le service des arrérages des dots constituées et des rentes viagères et perpétuelles.

Pour cela les héritiers donnent une procuration générale et irrévocable à Bethman et Desclaux pour recevoir tous les revenus des biens de St Domingue jusqu'à ce qu'ils soient entièrement payés, pour vendre le mobilier [= les esclaves] de l'habitation Moka, régir les autres habitations, etc.

Bethman et Desclaux s'engagent à payer annuellement, tant pour le service des dots constituées que pour égaler M. de Bongars à ses sœurs, une somme de 60 000 livres.

Suivent les 12 articles de l'accord.

Le même jour les héritiers révoquent des procurations données les 5 et 9 février 1790 et les attribuent à d'autres, sûrement bien connus de Bethman et Desclaux :

- ils révoquent celles données à Jean PLOMBARD, négociant au Cap et constituent leur procureur M. DURTOUT, procureur gérant de l'habitation Clérisse et Hirigoyen au quartier de la Petite Rivière ;
- ils révoquent les procurations à M. DAUBAGNA et constituent leur procureur MM BARBE, LAYRAC et Compagnie, négociants au Port au Prince.

ils donnent procuration :

- à Louis François Joseph GRANGE, avocat en parlement, pour toucher les arrérages des rentes
- à Joseph Dominique PONSSARDIN pour gérer les affaires de la succession.

Une dizaine d'années plus tard, la Révolution étant terminée, le 30 pluviôse XI (19/02/1803) ⁷ Charles Gabriel de BROU, demeurant à Paris 24 rue de Provence, comme seul héritier d'Émilie BONGARS ⁸ sa mère, décédée épouse de Charles Michel de BROU, son père, vivant, laquelle était héritière pour ¼ par indivis, avec les autres cohéritiers de ses aïeux maternels, de tous les biens de « la succession ouverte depuis

⁶ Nombreuses références dans GHC sur ces négociants bordelais. Voir entre autres question et réponses 90-123 et 124 <http://www.ghcaraibe.org/bul/ghc022/p0241.html>

⁷ M^e Bordin XXX/576.

⁸ Le notaire écrit « BONGARD ».

Généalogie et Histoire de la Caraïbe

très longtemps à Saint Domingue », révoque « tous les pouvoirs qu'il peut avoir donnés à qui que ce soit » et notamment à Louis Marie DENAYRES, ancien garde-magasin principal de la colonie.

Il constitue son mandataire Étienne Bernard DUBOIS, colon et ancien sénéchal et lieutenant général de l'amirauté de **Guadeloupe**, présentement à Paris et sur le point de passer à Saint Domingue,

pour demander aux procureurs révoqués tous comptes, gestion, administration des biens, dépendant de la succession BONGARS,

les régir avec son oncle Louis Alexandre de BONGARS à Saint Domingue, « si toutefois il existe à la colonie »⁹ et sinon administrer seul les biens et habitations dont il est propriétaire pour $\frac{1}{4}$,

satisfaire pour $\frac{1}{4}$ aux dépenses de voyage (séjour au Havre, passage et arrivée dans la colonie) des citoyens André Joseph DUBOIS, européen partant de France, représentant le constituant sur la sucrerie de Bongars, et Charles Maximilien Nicolas LESAGE, européen également partant de France et représentant le constituant sur la caféière dite Les Délices.

Nous n'avons pas pu identifier cet Étienne Bernard DUBOIS, qui semble faire le tour des propriétaires de Saint Domingue à Paris pour obtenir leurs procurations. La veille, 30 pluviôse, il en obtenait une autre de Marie Anne ROBIN veuve de Jean Baptiste CHEVALIER « ayant commandé tous les établissements français dans le Bengale »¹⁰, propriétaire pour moitié de l'habitation La Tremblaye dans la grande plaine du Cul de sac, acquise (07/05/1790 M^e Prédicant prédécesseur de M^e Bordin¹¹) de Charles Eugène ROBIN de LA TREMBLAYE de MORTAGNE, propriétaire de l'autre moitié. Elle aussi révoque la précédente procuration à Louis Marie DENAYRES (le 23 fructidor VII M^e Bordin) et la donne à DUBOIS pour se faire mettre en possession, obtenir main levée du séquestre, faire le choix du « citoyen français européen » Augustin Jean Félix CARRÉ BOINVILLE pour la représenter à Saint Domingue.

Au moment de l'indemnité de Saint Domingue, en 1828 pour la sucrerie de Petite Anse, les ayant-droit des 4 anciens propriétaires étaient Adélaïde, veuve du marquis de MASSIAC, ancienne propriétaire et héritière de ses frère et sœur Alexandre-Louis et Élisabeth (61 875) ; Charles Gabriel de BROC, héritier de sa mère Émilie et de son oncle Alexandre-Louis (53 625) ; François Charles comte de BEAUJEU, héritier pour moitié de son fils qui était lui-même héritier pour moitié de sa mère Élisabeth ancienne propriétaire (16 500).

[Lire un autre article](#)

[Page d'accueil](#)

⁹ Il était réfugié aux États-Unis et mourra à Paris le 14/01/1827.

¹⁰ Mariage le 03/04/1773 à Chandernagor (Jean Pierre Guillon, drain4145 sur Geneanet)

¹¹ <https://www.ghcaraibe.org/articles/2022-art03.pdf> p. 1 et 3/9.